



## Communiqué de presse

Berne, le 8 janvier 2026

---

### POLITIQUE DES MÉDIAS

## Des médias forts sont indispensables pour les villes

**Les médias régionaux risquent de disparaître, ce qui aurait de graves conséquences pour l'information, la culture et la démocratie au niveau local. Les villes se battent pour des médias régionaux forts et indépendants. C'est pourquoi elles s'engagent en faveur de mesures de soutien et d'une adaptation du droit d'auteur. Dans cette optique, elles rejettent aussi fortement toute réduction de la redevance radio et télévision et, par conséquent, l'initiative «200 francs, ça suffit!».**

En tant qu'acteurs centraux de la démocratie locale, les villes ont besoin d'une offre médiatique diversifiée, indépendante et accessible. En effet, des informations fiables permettent à la population de s'informer de manière exhaustive pour pouvoir participer au débat démocratique. Cependant, les médias traditionnels, en particulier ceux qui ont une faible portée, sont désavantagés face à la concurrence des contenus mondiaux particulièrement accessibles. Cette concurrence inégale, avec des plateformes telles que Google, Meta ou TikTok, entraîne une baisse drastique des abonnements et des recettes publicitaires. Depuis 2003, 70 journaux régionaux ont disparu. Cela menace le pluralisme et conduit à une diminution des contenus régionaux et politiques, éléments indispensables à une couverture critique et fiable des décisions gouvernementales, en particulier au niveau communal. Une information locale de qualité n'est possible que grâce à un soutien financier indirect qui préserve l'indépendance des médias. Dans leur [prise de position sur la politique des médias](#), les villes se prononcent clairement en faveur de mesures de soutien en faveur des médias et rejettent toute réduction des aides existantes.

### 200 francs ne suffisent pas

En raison de l'évolution des habitudes de consommation des médias, la SSR est confrontée à des défis similaires à ceux des médias locaux. L'initiative «200 francs, ça suffit!» renforce la pression et demande une réduction de la redevance des ménages, qui passerait de 335 francs à 200 francs, ainsi que la suppression de la redevance pour les entreprises. Une acceptation de l'initiative réduirait de plus de moitié le budget de la SSR. Cela entraînerait une baisse considérable de l'offre, imposerait une centralisation des structures et affaiblirait l'information en contenus fiables et indépendants dans les régions. De telles conséquences seraient désastreuses pour l'information, la culture et la démocratie dans les villes. C'est pourquoi les villes refusent toute nouvelle baisse de la redevance radio-télévision et s'opposent fermement à l'initiative SSR «200 francs, ça suffit!».

### Le défi de l'intelligence artificielle

Les médias sont également confrontés à une nouvelle concurrence sous la forme de l'intelligence artificielle (IA), qui réutilise souvent les contenus journalistiques sans en citer la source et contourne les modèles de rémunération traditionnels. Par exemple, 73% des sources de ChatGPT sont des documents journalistiques. Les villes plaident donc en faveur d'une réglementation qui encadre l'utilisation de contenus journalistiques par l'IA et les plateformes en ligne, garantisse la mention des sources, protège les droits des auteurs et assure une rémunération équitable.

### Renseignements

Benjamin Fröhlich, responsable de la communication, [medien@staedteverband.ch](mailto:medien@staedteverband.ch), 031 356 32 44



L'**Union des villes suisses** représente les intérêts et préoccupations des villes, des agglomérations et des communes urbaines. Elle constitue ainsi la voix de la Suisse urbaine, où vivent environ les trois quarts de la population suisse et où sont générés 84% de la performance économique de notre pays.